

Publications périodiques

Comptes annuels

DOMOFINANCE

Société Anonyme au capital : 53 000 010 Euros.
Siège social : 1, boulevard Haussmann 75009 PARIS
450 275 490 R.C.S. Paris

États financiers au 31 décembre 2017

I. — Compte de résultat de l'exercice 2017

(En milliers d'Euros)	Notes	2017	2016
Intérêts et produits assimilés	2. A	47 165	50 391
Intérêts et charges assimilées	2. A	-24 116	-27 466
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés			
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées			
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	2. B	629	601
Commissions (charges)	2. B	-122	-10
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire	2. C	8 247	8 073
Autres charges d'exploitation bancaire	2. C	-3 507	-3 406
Produit net bancaire		28 296	28 183
Frais de personnel	5. A	-7 959	-8 665
Autres frais administratifs	2. D	-5 787	-5 023
Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles		-4	-4
Résultat brut d'exploitation		14 546	14 491
Coût du risque	2. E	-4 376	-3 431
Résultat d'exploitation		10 170	11 060
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Résultat courant avant impôt		10 170	11 060
Impôt sur les bénéfices	2. F	-4 821	-3 905
Dotations nettes aux provisions réglementées			79
Résultat net		5 349	7 234

II. — Bilan au 31 décembre 2017

(En milliers d'Euros)

Actif	Notes	2017	2016
Caisse, banques centrales et CCP			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	3. A	74 840	100 012
Opérations avec la clientèle	3. B	1 127 679	1 129 823
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme	3. C	4	4
Parts dans les entreprises liées			
Immobilisations incorporelles	3. F		
Immobilisations corporelles	3. F	10	14
Actions propres			
Autres actifs	3. D	22 461	21 713
Comptes de régularisation	3. E	4 043	7 478
Total actif		1 229 037	1 259 044

Passif	Notes	2017	2016
Banques centrales et CCP			
Dettes envers les établissements de crédit	3. A	1 074 113	1 106 456
Opérations avec la clientèle	3. B	1 328	1 594
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	3. D	3 440	3 630
Comptes de régularisation	3. E	39 601	42 566
Provisions pour risques et charges	3. G	4 782	4 374
Dettes subordonnées			
Total dettes		1 123 264	1 158 620
Capitaux propres :	6. A		
Capital souscrit		53 000	53 000
Prime d'émission			
Réserves		3 201	2 839
Report à nouveau		44 223	37 351
Résultat de l'exercice		5 349	7 234
Total capitaux propres		105 773	100 424
Total passif		1 229 037	1 259 044

Hors bilan	Notes	2017	2016
Engagements donnés :			
Engagements de financement	4. A	114 361	80 530
Engagements de garantie	4. B		
Engagements sur titres			
Engagements reçus :			
Engagements de financement	4. A	42 770	32 340
Engagements de garantie	4. B	30 575	16 071
Engagements sur titres			

III. — Annexe

1. – Résumé des principes comptables appliqués

Les comptes sociaux de DOMOFINANCE sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux sociétés de financement tels que figurant dans le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

1. A. – Évaluation et présentation des comptes. — DOMOFINANCE exerce son activité à travers une société en participation dont elle est gérante.
— Les crédits en cours figurent au bilan ainsi que le refinancement correspondant, mais les principales charges et produits liés à cette activité sont logés dans la société en participation, notamment :
– Les produits perçus sur la clientèle,
– Le coût du refinancement,
– La charge du risque qui comprend les dotations aux dépréciations sur créances douteuses, les pertes enregistrées nettes des reprises de dépréciations, les récupérations sur créances amorties et des retenues vendeurs.

1. B. – Opérations avec la clientèle. — Les montants des créances sur la clientèle incluent les encours douteux nets des dépréciations.
Il est distingué les différentes catégories d'encours suivantes :
– Les encours sains qui se composent des crédits n'ayant pas d'incident de paiement notable dans le paiement des échéances de capital et d'intérêt.
– Les encours restructurés qui constituent une sous catégorie des encours sains et qui se composent des créances ayant fait l'objet d'une renégociation liée à la situation financière du débiteur.
– Les encours douteux qui se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits ayant un impayé de plus de trois mois ou qui sont en attente d'un plan de rééchelonnement. La classification en douteux d'une créance entraîne par contagion le déclassement dans cette catégorie de l'ensemble des encours relatif au débiteur.
– Les encours douteux compromis se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits déclassés en douteux depuis plus d'un an, des créances contentieuses, des dossiers ayant fait l'objet d'un rééchelonnement ou d'une restructuration qui présentent au moins un impayé, ainsi que des dossiers en attente d'un plan de rééchelonnement ou d'une restructuration notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Une créance est passée en perte lorsqu'elle est jugée irrécouvrable.

Des dépréciations sur base individuelle et collective sont constituées sur les crédits dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur

échancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée au niveau individuel ou au niveau d'un portefeuille.

Constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants : l'existence d'impayés, la connaissance ou l'observation de toutes autres difficultés financières significatives de la contrepartie, les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif, des flux futurs estimés recouvrables sur la base d'une approche statistique du risque.

Lorsqu'intervient la restructuration d'une créance pour cause de difficultés financières de l'emprunteur, celle-ci est spécifiquement identifiée et donne lieu au calcul d'une décote représentant l'écart, en valeur actualisée, entre les nouvelles conditions de rémunération et les conditions initiales de rémunération de ladite créance.

Les décotes constituées à la restructuration sont comptabilisées en déduction de l'actif. Elles sont reprises en résultat de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle de la créance.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables, les récupérations sur créances amorties et les constitutions de décotes calculées sur les créances restructurées sont regroupées dans la rubrique « coût du risque ».

L'étalement actuariel de la décote sur créances restructurées et la reprise des effets d'actualisation figurent au même titre que les intérêts dans le produit net bancaire.

1. C. – Immobilisations. — Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

La durée d'amortissement retenue est de 3 ans pour le matériel informatique et de 10 ans pour le mobilier, suivant la mode linéaire.

1. D. – Créances et dettes envers les établissements de crédit. — Les créances et dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur nature : créances et dettes à vue ou à terme. Les intérêts courus sur ces créances et ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les créances et les dettes rattachées.

1. E. – Avantages bénéficiant au personnel. — Les avantages consentis au personnel de Domofinance sont classés en quatre catégories :

– les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement. Pour cette catégorie, l'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a bénéficié des services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

– les avantages à long terme qui désignent les avantages, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail, et qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ces opérations sont provisionnées dans les comptes de l'exercice auquel elles se rapportent. La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, et les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement tout comme l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime.

– les indemnités de fin de contrat de travail qui résultent de l'avantage accordé aux membres du personnel lors de la résiliation par Domofinance du contrat de travail avant l'âge légal du départ en retraite ou de la décision de membres du personnel de partir volontairement en échange d'une indemnité. Les indemnités de fin de contrat de travail exigibles plus de douze mois après la date de clôture font l'objet d'une actualisation.

– les avantages postérieurs à l'emploi constitués par les compléments de retraite bancaire, et les primes de fin de carrière.

Conformément aux principes généralement admis, Domofinance distingue les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies » ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies » sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'Entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation. La valeur d'actifs éventuels de couverture est ensuite déduite du montant de l'engagement. Lorsque le montant des actifs de couverture excède la valeur de l'engagement, un actif n'est comptabilisé que s'il est représentatif d'un avantage économique futur prenant la forme d'une économie de cotisations futures ou d'un remboursement attendu d'une partie des montants versés au régime.

La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels. Jusqu'au 31 décembre 2012, Domofinance appliquait la méthodologie dite « du corridor » pour comptabiliser les écarts actuariels sur ces engagements. Cette méthode autorise à ne reconnaître, à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée résiduelle moyenne d'activité des membres du personnel, que la fraction des écarts actuariels qui excède la plus élevée des deux valeurs suivantes : 10 % de la valeur actualisée de l'obligation brute ou 10 % de la valeur de marché des actifs de couverture du régime à la fin de l'exercice précédent.

Les conséquences des modifications de régimes relatives aux services passés sont reconnues en résultat de façon étalée dans le temps jusqu'à l'acquisition complète des droits sur lesquels ont porté lesdites modifications.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies est représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, du coût financier lié à l'actualisation des engagements, du produit attendu des placements, de l'amortissement des écarts actuariels et des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications de régimes, ainsi que des conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes.

Les écarts actuariels et les effets de plafonnement de l'actif sont comptabilisés intégralement en résultat ; le produit attendu des placements est déterminé en utilisant le taux d'actualisation des engagements.

1. F. – Enregistrement des produits et des charges. — Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté *prorata temporis*. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celles-ci sont incorporées

dans la rémunération des prêts. Les coûts marginaux de transaction que la société supporte à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

Domofinance perçoit une bonification sur les dossiers financés au cours du mois écoulé. Le montant à recevoir est comptabilisé dans le poste « Comptes de régularisation Actif ».

Le montant de la bonification correspond à la différence entre les agios dossier, calculés au taux client, appelé « taux bonifié » et les agios théoriques, calculés au taux société (taux de refinancement de la production majoré).

La bonification est étalée actuariellement sur la durée de vie du dossier, un stock de produits perçus d'avance est comptabilisé dans les « Comptes de régularisation Passif ». A chaque tombée d'échéance, le stock est minoré des agios de bonification échus.

1. G. – Coût du risque. — La rubrique "Coût du risque" comprend les charges résultant de la manifestation de risques de contrepartie, litiges et fraudes inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers. Les dotations nettes aux provisions ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

1. H. – Impôt sur les bénéfices. — L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et charges, quelque soit la date de son paiement effectif. Lorsque la période sur laquelle les produits et charges concourant au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, DOMOFINANCE comptabilise un impôt différé, déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès que ces derniers ont été votés.

Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte s'il y a lieu de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

1. I. – Participation des salariés. — Conformément à la réglementation française, DOMOFINANCE enregistre le montant de la participation dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né. La dotation est inscrite dans la rubrique "Frais de personnel".

2. – Notes sur le compte de résultat de l'exercice 2017

2. A. – Intérêts produits et charges assimilés :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017		Exercice 2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Établissements de crédit :	2	-24 116		-27 466
Comptes à vue, prêts et emprunts	2	-24 116		-27 466
Clientèle :	47 163		50 391	
Comptes à vue, prêts et comptes à terme	47 163		50 391	
Produits et charges d'intérêts	47 165	-24 116	50 391	-27 466

2. B. – Commissions nettes :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017		Exercice 2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations bancaires et financières	629	-110	601	-6
Opérations de trésorerie et interbancaires	38		48	
Opérations avec la clientèle	591	-110	553	-6
Prestations de services financiers		-12		-4
Produits et charges de commissions	629	-122	601	-10

2. C. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017		Exercice 2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits et charges d'assurance	8 211	-344	8 025	-142
Quotes-part sur opération faite en commun		-3 160		-3 264
Autres produits et charges d'exploitation	36	-3	48	
Produits et charges d'exploitation bancaire	8 247	-3 507	8 073	-3 406

2. D. – Autres frais administratifs :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Impôts et taxes	-719	-680
Autres charges générales d'exploitation (*)	-5 068	-4 343
Autres frais administratifs	-5 787	-5 023

(*) Dont frais de gestion facturés par le GIE chargé du recouvrement des créances sur la clientèle.

2. E. – Cout du risque :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Dotations ou reprises nettes aux provisions de l'exercice	-2 212	-526
Créances irrécouvrables	-2 191	-2 949
Récupération sur créances amorties	27	44
Coût du risque	-4 376	-3 431

2. F. – Impôt sur les bénéfices :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Impôts courants de l'exercice	-2 931	-3 655
Impôts différés de l'exercice	-1 890	-250
Impôt sur les bénéfices	-4 821	-3 905

3. – Notes relatives au bilan au 31 décembre 2017

3. A. – Créances et dettes envers les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros), au	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Prêts et créances		
Comptes ordinaires débiteurs	11 642	772
Comptes à terme et prêts	63 198	99 240
Prêts et créances sur les établissements de crédit	74 840	100 012
Dont créances rattachées	-2	

(En milliers d'Euros), au	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Dépôts et emprunts		
Comptes ordinaires créditeurs	13 322	2 355
Comptes à terme et emprunts	1 060 791	1 104 101
Dettes envers les établissements de crédit	1 074 113	1 106 456
Dont dettes rattachées	2 832	3 103

3. B. – Opérations avec la clientèle :

(En milliers d'Euros), au	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Prêts et créances	1 157 477	1 154 478
Crédits de trésorerie	1 157 477	1 154 478
Titres et valeurs reçus en pension		
Opérations avec la clientèle avant dépréciation - Actif	1 157 477	1 154 478
Dont créances rattachées	2 534	4 899
Dont décote sur crédits restructurés	-568	-713
Dont créances douteuses	29 439	26 048
(*) Dont créances douteuses compromises	22 969	19 889
Dépréciations relatives aux créances sur la clientèle	-29 798	-24 655
Opérations avec la clientèle nettes de dépréciation - Actif	1 127 679	1 129 823

Les créances sur la clientèle ne sont pas éligibles au refinancement des Banques Centrales.

(En milliers d'Euros), au	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Autres sommes dues à la clientèle	1 328	1 594
Opérations avec la clientèle - Passif	1 328	1 594

3. C. – Titres détenus :

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Autres titres détenus à long terme (*)	4	4
Participations et autres titres détenus à long terme	4	4
Dont titres non cotés	4	4

(*) Ce poste correspond aux certificats d'association liés au Fond de Garantie des Dépôts.

3. D. – Autres actifs et passifs :

(En milliers d'Euros), au	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Avances permanentes aux GIE	354	406
État, impôts et taxes (*)	12 947	16 171
Autres actifs divers (**)	9 160	5 136
Autres actifs	22 461	21 713
Fournisseurs	2	2
Autres passifs divers	3 438	3 628
Autres passifs	3 440	3 630

(*) La Loi de Finances 2018 prévoit l'abaissement du taux d'impôt sur les sociétés en France pour l'ensemble des sociétés pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 jusqu'en 2022 pour arriver à un taux de 25%. En conséquence les taux d'impôts différés ont été revus au 31/12/2017.
(**) Dans un souci d'homogénéité des pratiques, il a été procédé sur l'exercice à un reclassement de compte courant entre Comptes de régularisation Actif et Autres Actifs pour un montant de 368 milliers d'Euros.

3. E. – Comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros), au	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Produits à recevoir	3 884	6 353
Charges payées d'avance	134	206
Autres comptes de régularisation débiteurs (*)	25	919
Comptes de régularisation - Actif	4 043	7 478
Charges à payer	1 819	1 374
Produits perçus d'avance	37 567	41 181
Autres comptes de régularisation créditeurs	215	11
Comptes de régularisation - Passif	39 601	42 566

(*) Dans un souci d'homogénéité des pratiques, il a été procédé sur l'exercice à un reclassement de compte courant entre Comptes de régularisation Actif et Autres Actifs pour un montant de 368 milliers d'Euros.

3. F. – Immobilisations d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017			Exercice 2016
	Montant brut	Amort. et provisions	Montant net	Montant net
Logiciels informatiques	19	19		
Immobilisations incorporelles	19	19		
Équipement, mobilier, installations	88	78	10	14
Immobilisations corporelles	88	78	10	14

3. G. – Provisions :

(En milliers d'Euros), au	31 décembre 2016	Dotations	Reprises	Autres variations	31 décembre 2017
Provisions pour engagements sociaux	427	64	-93		398
Provisions pour fraudes et litiges vendeurs	3 805	740	-648		3 897
Autres provisions					
Liées à des opérations bancaires et assimilées					
Non liées à des opérations bancaires	142	344		1	487
Provisions	4 374	1 148	-741	1	4 782

4. – Engagements de financement et de garantie

4. A. – Engagements de financement :

(En milliers d'Euros), au	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Clientèle :	114 361	80 530
Engagements de financement donnés	114 361	80 530
Établissements de crédit :	42 770	32 340
Engagements de financement reçus	42 770	32 340

4. B. – Engagements de garantie :

(En milliers d'Euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Établissements de crédit	115	115
Clientèle	30 460	15 956
Engagements de garantie reçus	30 575	16 071

5. – Rémunération et avantages consentis au personnel

5. A. – Frais de personnel :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Salaires et traitements	-4 367	-4 597
Charges sociales et fiscales	-2 860	-3 209
Participation et Intéressement des salariés	-732	-859
Total frais de personnel	-7 959	-8 665

— L'effectif de Domofinance se répartit de la façon suivante :

Au 31 décembre	Exercice 2017	Exercice 2016
Cadres	45	44
Agents de maîtrise	71	68
Total Domofinance SA	116	112

5. B. – Engagements sociaux :

Avantages postérieurs à l'emploi relevant de régimes à prestations définies. — Les régimes à prestations définies subsistant en France font l'objet d'évaluations actuarielles indépendantes selon la méthodologie des unités de crédit projetées afin de déterminer la charge correspondant aux droits acquis par les salariés et aux prestations restant à verser aux préretraités et retraités. Les hypothèses démographiques et financières utilisées pour estimer la valeur actualisée des obligations et des actifs de couverture de ces régimes tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou sociétés du Groupe. La fraction des écarts actuariels à amortir, après application de la limite conventionnelle de 10% (méthode du corridor), est calculée séparément pour chaque plan à prestations définies.

Le personnel de Domofinance bénéficie de diverses prestations contractuelles telles que les indemnités de départ ou de fin de carrière. En France, la couverture de ces indemnités fait l'objet d'un contrat externalisé auprès d'une compagnie d'assurances extérieure au Groupe.

6. – Informations complémentaires

6. A. – Tableau de passage des capitaux propres :

(En milliers d'Euros) au 31 décembre	Capital	Primes d'émission et autres primes	Résultat et réserves de la période	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2015	53 000		40 269	93 269
Dividendes sur le résultat de l'exercice 2015				
Provision pour investissement			-79	-79
Résultat de l'exercice 2016			7 234	7 234
Capitaux propres au 31 décembre 2016	53 000		47 424	100 424
Dividendes sur le résultat de l'exercice 2016				
Provision pour investissement				
Résultat de l'exercice 2017			5 349	5 349
Capitaux propres au 31 décembre 2017	53 000		52 773	105 773

Le capital social de DOMOFINANCE d'un montant de 53 000 milliers d'Euros est composé de 3 533 334 actions entièrement libérées, d'un montant nominal de 15 Euros.

Le montant des réserves est constitué de 3 201 milliers d'Euros de réserves légales, et de 44 223 milliers d'Euros de report à nouveau créateur.

6. B. – Échéances des emplois et des ressources :

(En milliers d'Euros)	Opérations	Durée restant à courir				
	A vue au jour le jour	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emplois :						
Créances sur les établissements de crédit	74 840					74 840
Opérations avec la clientèle	12 217	60 629	193 683	607 391	253 759	1 127 679
Ressources :						

Dettes envers les établissements de crédit	16 154	90 836	231 305	585 984	149 834	1 074 113
Opérations avec la clientèle	1 328					1 328

6. C. – Événement postérieur à la clôture. — Aucun événement n'est à signaler.

6. D. – Informations relatives aux entreprises liées et aux entreprises ayant un lien de participation :

(En milliers d'Euros) au 31 décembre	Entreprises liées
Hors bilan	
Engagements de financement reçus	42 770
Engagements de caution reçus	115

Sont considérées comme entreprises liées toutes les entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans les comptes consolidés de BNP PARIBAS.

6. E. – Identification des sociétés consolidantes. — DOMOFINANCE est consolidée par intégration globale dans les comptes de BNP Paribas Personal Finance (siège social : 1 Boulevard Haussmann, 75318 PARIS Cedex 09), elle-même consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS (siège social : 16 Boulevard des Italiens, 75 009 PARIS).

DOMOFINANCE est consolidée par mise en équivalence dans les comptes d'EDF (siège social : 22 avenue Wagram 75008 Paris).

6. F. – Rapport de gestion. — Le rapport de gestion est tenu à la disposition des actionnaires à l'adresse du siège administratif (55, rue Raspail 92300 Levallois Perret).

IV. – Affectation du résultat

Résultat à répartir	
Résultat net	5 349 058,48 €
Report à nouveau créditeur disponible	44 222 931,64 €
Total à affecter	49 571 990,12 €

Emplois	
Réserves légales	267 452,92 €
Dividendes	16 147 336,38 €
Report à nouveau	33 157 200,82 €
Total affecté	49 571 990,12 €

V. — Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos au 31 décembre 2017)

A l'assemblée générale de la société DOMOFINANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DOMOFINANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Provisionnement des risques de crédit et de contrepartie

Votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (notes 1.B, 1.G, 2.E et 3.B de l'annexe aux comptes annuels). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, aux méthodologies de dépréciation et à la couverture des pertes de valeur par des dépréciations individuelles et de portefeuille.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise dans les SA à Conseil d'Administration

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'Administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Conseil d'Administration

Nous remettons un rapport au conseil d'administration qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également au conseil d'administration la déclaration prévue par l'article L.823-16 du code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly sur Seine et à Courbevoie, le 27 avril 2018.

Les Commissaires aux Comptes :

DELOITTE & ASSOCIÉS :
Jean-Vincent COUSTEL ;

MAZARS :
Nicolas DE LUZE.